

BELGIQUE

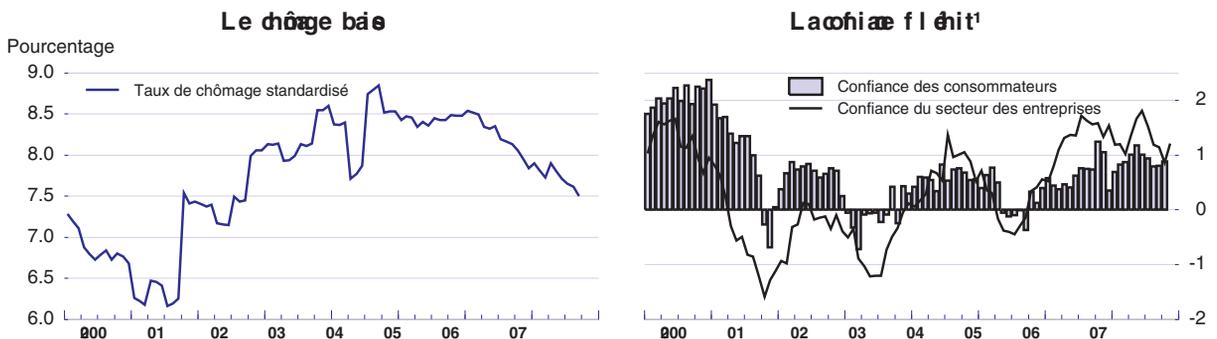
Encore soutenu il y a peu, le rythme de croissance du PIB réel s'est ralenti et devrait probablement refluer encore vers son niveau potentiel à court terme, tout en laissant subsister un écart de production positif. Soutenue par la progression de l'emploi et des revenus réels, la demande intérieure reste un pilier de l'expansion économique. L'inflation devrait augmenter légèrement du fait de l'accentuation de la pression des coûts.

Il est peu probable que l'excédent budgétaire visé se matérialise en 2007, la situation politique postélectorale ne permettant pas la mise en œuvre de toutes les mesures budgétaires prévues. Pour atteindre les objectifs budgétaires fixés à moyen terme, le nouveau gouvernement devra prendre des mesures substantielles d'assainissement des finances publiques, exigeant une maîtrise des dépenses à tous les niveaux d'administration. Il est également important que les incitations à l'activité soient renforcées, et que les aides publiques à l'emploi soient mieux ciblées sur les travailleurs à faible revenu, pour rehausser l'emploi et améliorer l'évolution à long terme des finances publiques.

La croissance économique s'est légèrement ralentie, mais elle est restée supérieure à son niveau potentiel

La modération de la croissance économique en 2007 tient à plusieurs facteurs. La consommation privée a ralenti vers la fin de l'année, tandis que la confiance des consommateurs fléchissait quelque peu et que la croissance des revenus réels subissait le contrecoup d'une accélération de la hausse des prix à la consommation et de l'achèvement l'année précédente du programme pluriannuel de réformes fiscales. La croissance vigoureuse de l'investissement des entreprises en capital fixe a ralenti au second semestre, sur fond de stabilisation de l'utilisation des capacités et de fléchissement de la confiance des milieux d'affaires. En revanche, la progression des exportations a été assez soutenue, les exportateurs réussissant à réduire leurs pertes de parts de marché. Le rythme des créations d'emplois est resté plus rapide que celui de la croissance de l'offre de main-d'œuvre, ce qui a permis une baisse de près de ½ point du taux de chômage standardisé, à près de 7½ pour cent.

Belgique



1. Les séries ont été normalisées autour de la moyenne et sont présentées en unité d'écart-type.
Sources: OCDE Base de données analytiques, Principaux Indicateurs économiques.

Belgique : Demande, production et prix

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	prix courants milliards d'	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
Consommation privée	152.4	1.4	2.1	2.3	2.1	1.9
Consommation publique	66.1	-0.2	0.0	1.7	2.2	1.9
Formation brute de capital fixe	56.9	6.7	4.2	6.7	3.2	3.0
Demande intérieure finale	275.5	2.1	2.0	3.1	2.4	2.1
Variation des stocks ¹	1.2	0.2	0.8	0.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	276.7	2.4	2.8	3.2	2.3	2.1
Exportations de biens et services	242.3	4.1	2.6	5.2	4.7	5.0
Importations de biens et services	229.9	4.9	2.5	5.9	5.1	5.2
Exportations nettes ¹	12.4	-0.4	0.2	-0.5	-0.2	0.0
PIB aux prix du marché	289.1	2.0	2.9	2.6	1.9	2.0
Déflateur du PIB	—	2.4	2.0	2.0	2.5	2.0
<i>Pour mémoire</i>						
Prix de consommation harmonisé (indice)	—	2.5	2.3	1.7	2.3	2.0
Déflateur de la consommation privée	—	2.9	2.5	1.8	2.4	2.0
Taux de chômage	—	8.4	8.2	7.7	7.3	7.0
Taux d'épargne des ménages ²	—	10.1	10.3	10.0	9.3	9.0
Solde des administrations publiques ³	—	-0.1	0.2	-0.2	-0.4	-0.2
Balance des opérations courantes ³	—	1.5	2.7	2.6	2.9	2.7

Note : Les comptes nationaux sont basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eo/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 82.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/165487600445>

L'inflation s'est renforcée

L'inflation sous-jacente est demeurée proche de 1½ pour cent en 2007, soit un niveau un peu plus élevé que l'année précédente. Cela étant, l'inflation globale a augmenté, passant d'un taux légèrement supérieur à 1 % à plus de 2¼ pour cent à l'automne, en raison de l'accélération de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie. L'augmentation des salaires horaires a été stimulée en partie par des facteurs particuliers et s'est établie aux alentours de 3 %. Ce taux est supérieur au niveau convenu par les partenaires sociaux dans les accords salariaux relatifs à 2007 et 2008 sur la base de la valeur de référence de la norme salariale, qui correspond à l'évolution anticipée des coûts horaires du travail chez les trois principaux partenaires commerciaux de la Belgique. Néanmoins, la productivité de la main-d'œuvre ayant augmenté un peu plus vite que dans ces pays, la compétitivité-coûts est restée peu ou prou inchangée.

Des mesures budgétaires supplémentaires s'imposent

On table sur la réapparition d'un léger déficit des administrations publiques en 2007, dans la mesure où le gouvernement en place qui expédie les affaires courantes depuis les élections législatives de la mi-2007 ne peut mettre en œuvre toutes les mesures budgétaires prévues, en particulier celles qui revêtent un caractère ponctuel. Jusqu'à ce qu'un

nouveau gouvernement entre en fonctions, le budget de 2008 reposera sur des politiques inchangées, ce qui risque de se traduire par une dégradation de la situation budgétaire, notamment parce que des mesures ponctuelles aux effets s'inversant d'eux-mêmes prises antérieurement devront être financées. Cela implique que l'objectif d'amélioration du solde budgétaire de l'ordre de 0.2 point de PIB par an ne sera pas atteint. En conséquence, une fois qu'un nouveau gouvernement sera en place, il risque de devoir adopter des mesures budgétaires représentant environ $\frac{3}{4}$ point de PIB pour combler le terrain perdu, et ramener les finances publiques sur la trajectoire prévue pour restaurer leur viabilité. Cela exigera probablement une maîtrise des dépenses à tous les niveaux d'administration. À défaut, le gouvernement devra accroître ses recettes, ce qui risquerait de compromettre les effets bénéfiques du programme pluriannuel de réformes fiscales récemment mené à bien.

Les perspectives de croissance sont bonnes

Bien qu'elle soit en train de ralentir, la croissance de la production devrait rester alignée sur son niveau potentiel en 2008 et 2009, ce qui implique que l'écart de production positif apparu en 2007 devrait demeurer quasiment inchangé. La principale incertitude qui pèse sur ces prévisions est liée aux risques orientés à la baisse qui entourent les perspectives internationales, dont le corollaire est une réduction potentielle de la croissance des exportations. S'agissant des risques à la hausse, des augmentations de salaires plus fortes que prévu pourraient déboucher temporairement sur une hausse de la consommation privée, mais aussi sur un renforcement de l'inflation.

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE

N° 81, juin 2007

Tirer le meilleur parti de la mondialisation

Consolidation budgétaire : les leçons de l'expérience

N° 80, décembre 2006

Les ménages sont-ils plus vulnérables du fait de leur endettement croissant ?

N° 79, juin 2006

Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée

N° 78, décembre 2006

Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements

N° 77, juin 2005

Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente

N° 76, décembre 2004

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques

Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique

Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis

Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires

Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires

Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales

Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications

Politiques structurelles et croissance

Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : gérer les risques	7
Chapitre 1. Évaluation générale de la situation macroéconomique	11
Vue d'ensemble	12
Évolutions récentes	14
Les forces à l'œuvre et les risques	26
Perspectives de croissance	48
Enjeux de politique macroéconomique	55
Appendice 1.A1. Évaluation des prévisions de croissance de l'OCDE pour les économies du G7 ...	68
Chapitre 2. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres ..	73
États-Unis	74
Japon	79
Zone euro	84
Allemagne	89
France	94
Italie	99
Royaume-Uni	104
Canada	109
Australie	114
Autriche	117
Belgique	120
Corée	123
Danemark	126
Espagne	129
Finlande	132
Grèce	135
Hongrie	138
Irlande	141
Islande	144
Luxembourg	147
Mexique	150
Norvège	153
Nouvelle-Zélande	156
Pays-Bas	160
Pologne	163
Portugal	166
République slovaque	169
République tchèque	172
Suède	175
Suisse	178
Turquie	181
Brésil	184
Chine	188
Inde	192
Fédération de Russie	196
Chapitre 3. Épargne et investissement des entreprises : évolutions récentes et perspectives	201
Introduction et synthèse des principaux résultats	202
Les déterminants de l'augmentation de la capacité de financement globale des entreprises de la zone OCDE	208
Les déterminants des différences entre pays	213
L'évolution future de la capacité de financement des entreprises et ses implications	221
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE ...	227
Annexe statistique	229
Classification des pays	230
Mode de pondération pour les données agrégées	230
Taux de conversion irrévocable de l'euro	230
Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour	231
Tableaux annexes	233

Encadrés

1.1. Chronologie des turbulences sur les marchés de capitaux	15
1.2. Influence de l'Inde sur l'économie mondiale comparée à celle de la Chine	23
1.3. Prévisions des investissements dans le logement	32
1.4. Quels sont les déterminants des prix des denrées alimentaires?	41
1.5. Fonds d'investissement souverains	46
1.6. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions	51
1.7. Évaluer le NAIRU	57
3.1. L'épargne des entreprises et la balance des opérations courantes en Chine	205
3.2. Relations entre la capacité de financement des entreprises et les autres secteurs	221

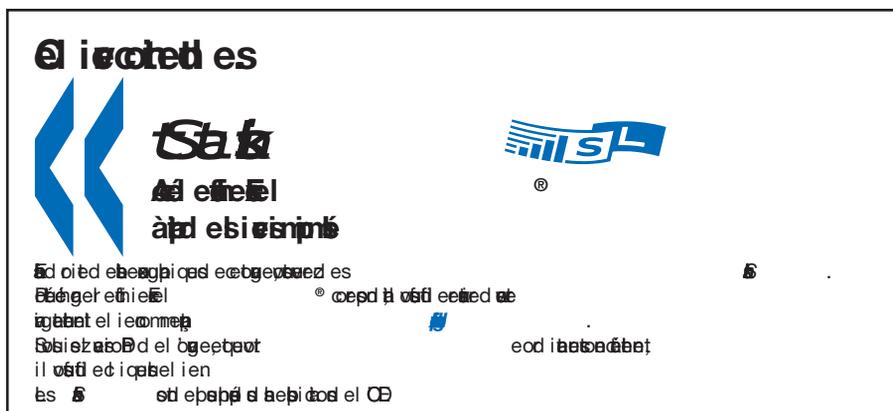
Tableaux

1.1. La croissance devrait un peu ralentir	12
1.2. Les prix réels du logement sont élevés	18
1.3. Les prix réels du logement sont élevés	25
1.4. L'évolution des salaires reste modérée	26
1.5. L'effet d'une augmentation du prix du pétrole de \$10 le baril	39
1.6. Perspective de croissance à court terme	48
1.7. La demande se rééquilibre	52
1.8. Le commerce mondial soutient la croissance et les déséquilibres extérieurs restent importants ..	53
1.9. La consolidation budgétaire ne progresse pas	66
1.10. Erreurs de projection pour le G7 dans les <i>Perspectives économiques</i> , 1991-2006	71
3.1. Contributions à l'augmentation de la capacité de financement des entreprises dans la zone OCDE, sur la période 2001-05	204
3.2. Effet des variations des prix relatifs des biens d'équipement sur les taux d'investissement ...	212
3.3. Distribution de dividendes	218

Graphiques

1.1. Les turbulences financières se sont calmées mais seulement en partie	17
1.2. L'investissement réel en logement ralentit dans la plupart des pays	18
1.3. L'amélioration sur les marchés des logements a été fortement corrélée entre les pays	20
1.4. Le prix des matières premières est en hausse	21
1.5. La croissance se maintient jusqu'à maintenant	21
1.6. Différentes mesures du risque	28
1.7. Les banques durcissent les conditions d'octroi des crédits	29
1.8. L'investissement en logement est au plus haut des dix dernières années pour beaucoup de pays ..	31
1.9. L'augmentation de la demande de pétrole brut depuis 1995 est tirée par les pays non OCDE.	37
1.10. Les pétrodollars sont dépensés plus vite	37
1.11. Taux de change effectif	42
1.12. Accumulation estimée de réserve (en excluant l'or)	44
1.13. La confiance est relativement faible	49
1.14. L'orientation des taux directeurs a commencé à diverger	56
1.15. Les écarts de chômage rétrécissent	56
1.16. Mesures de l'inflation globale et sous-jacente	60
1.17. Les soldes budgétaires se sont améliorés entre 2003 et 2007	62
1.18. L'amélioration des recettes courantes vient principalement de l'impôt sur les sociétés	63
1.19. Projections des <i>Perspectives économiques</i> et croissance du PIB observé	70
3.1. Capacité de financement des entreprises de la zone OCDE	202

3.2. Évolution de la capacité de financement : une perspective globale	203
3.3. Capacité de financement des entreprises	207
3.4. Capacité de financement des entreprises financières et non financières dans la zone OCDE	209
3.5. Formation brute de capital fixe et investissement direct à l'étranger	213
3.6. Principaux concepts utilisés pour décrire les comptes du secteur des entreprises	214
3.7. Composition de la variation de l'épargne brute des entreprises (2001-05)	215
3.8. Contribution des effets intra- et intersectoriels à la variation de l'excédent brut d'exploitation (2001-2004)	216
3.9. Contribution des secteurs à la variation de l'excédent brut d'exploitation (2001-04)	217
3.10. Principaux flux financiers des entreprises non financières	220



Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2007	2008	2009	2009										Quatrième trimestre		
				2007	2008		2009					2009				
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2007	2008	2009	
Pourcentage																
Croissance du PIB en volume																
États-Unis	2.2	2.0	2.2	1.3	1.1	1.5	1.8	1.9	2.2	2.5	2.7	2.8	2.6	1.6	2.5	
Japon	1.9	1.6	1.8	1.7	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9	1.3	1.7	1.9	
Zone euro	2.6	1.9	2.0	1.7	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.2	1.9	2.0	
OCDE total	2.7	2.3	2.4	2.0	1.9	2.0	2.2	2.3	2.5	2.6	2.7	2.7	2.6	2.1	2.6	
Inflation																
États-Unis	2.6	2.1	2.0	2.4	2.5	2.0	1.9	1.9	2.1	1.9	1.9	2.0	2.5	2.1	2.0	
Japon	-0.5	-0.3	0.3	-1.0	-0.2	0.1	0.1	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	-0.8	0.1	0.4	
Zone euro	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.4	2.2	2.3	
OCDE total	2.3	2.1	2.1	2.3	2.3	2.1	2.1	2.0	2.1	2.0	2.0	2.1	2.4	2.1	2.1	
Taux de chômage¹																
États-Unis	4.6	5.0	5.0	4.8	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.0	5.0	4.9	4.8	5.1	4.9	
Japon	3.8	3.7	3.6	3.8	3.8	3.8	3.7	3.7	3.7	3.6	3.5	3.5	3.8	3.7	3.5	
Zone euro	6.8	6.4	6.4	6.5	6.5	6.5	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.5	6.4	6.4	
OCDE total	5.4	5.4	5.3	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.4	5.3	5.2	
Croissance du commerce mondial																
	7.0	8.1	8.1	8.2	8.0	8.0	8.0	8.0	8.1	8.2	8.2	8.2	7.7	8.0	8.2	
Balance courante²																
États-Unis	-5.6	-5.4	-5.3													
Japon	4.7	4.8	5.2													
Zone euro	0.2	-0.1	-0.2													
OCDE total	-1.4	-1.4	-1.4													
Solde budgétaire structurel³																
États-Unis	-3.0	-3.4	-3.4													
Japon	-3.4	-3.9	-3.6													
Zone euro	-0.6	-0.6	-0.4													
OCDE total	-2.0	-2.2	-2.1													
Taux d'intérêt à court terme																
États-Unis	5.3	4.6	4.7	5.0	4.8	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.8				
Japon	0.7	0.6	0.9	0.8	0.7	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	0.9	1.2				
Zone euro	4.3	4.2	4.1	4.7	4.4	4.2	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1				

Note La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux ailleurs. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 12 novembre 2007 ; en particulier 1 dollar = 109,38 yen et 0,69 euros ;

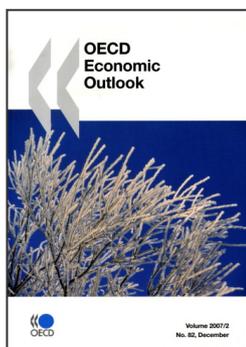
Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 20 novembre 2007.

1. En pourcentage de la population active.

2. En pourcentage du PIB.

3. Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques, en pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 82.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2007 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2007-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Belgique », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2007 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2007-2-14-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.